PARCOURS VERS LA CRISE DES RÉFUGIÉS SYRIENS ET QUELQUES ISSUES DE SECOURS POSSIBLES

Elke Winter est professeure de sociologie à l'Université d'Ottawa et directrice de recherche de la division thématique de la Migration, du pluralisme ethnique et de la citoyenneté du Centre for Interdisciplinatry Research on Citizenship and Minorities (CIRCEM). Elle vient tout juste de publié *Report on Citizenship : Canada* pour le *European Union Democracy Observatory on Citizenship (eudo-citizenship.eu)*. Ses projets actuels touchent aux expériences en matière d'intégration des nouveaux citoyens canadiens, à la sécurisation des musulmans dans les médias, et à l'intégration sociale des réfugiés au Canada et en Allemagne.

Benjamin Zyla est un professeur à l'École de développement international et mondialisation à l'Université d'Ottawa et codirecteur de la *Failed States Research Network* au *Centre for International Policy Studies* (CIPS). Ses recherches sont axées sur les États en échec, les liens entre la sécurité et le développement, la sécurisation de la migration ainsi que les politiques étrangères et de développement du Canada.

Dans cet article, nous établissons la ligne chronologique de l'arrivée de 25 000 réfugiés syriens au Canada en février 2016. Nous allons d'abord fournir des informations générales sur le conflit en Syrie. En mettant en corrélation les données du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCNUR) et les interventions politiques majeures, nous allons en suite faire un portrait rapide de l'influx des réfugiés syriens vers les pays voisins et l'Europe. Finalement, nous résumons la situation qui a mené vers l'accueil des réfugiés syriens au Canada et nous traçons le portrait préliminaire de ceux qui sont arrivés au Canada.

CONTEXTE DU CONFLIT [1]

En mars 2011, trois mois après le début du Printemps arabe en Tunisie, en Égypte et en Libye (Henry et Jang, 2012 : 16), quinze écoliers syriens ont été arrêtés et torturés pour avoir écrit des slogans critiquant le régime sur un mur : « Le peuple veut la tombée du régime » (Danahar, 2013). Cet événement avait déclenché un vent d'indignation énorme à travers le pays, particulièrement à Homs et à Damas, des manifestations et des soulèvements contre le président Bashar al-Assad ont commencé (…), menant éventuellement vers une guerre civile qui avait été baptisée par plusieurs de « la pire crise humanitaire de notre époque » (Amnestie Internationale 2015 ; Ban 2015). Dans les années ayant mené au soulèvement, l'opposition d'Assad était fragmentée et avait de la difficulté à s'organiser en un front commun. L'opposition était composée d'individus et de factions islamistes, libérales, gauchistes et nationalistes qui avaient initialement de la difficulté à main-

1 Nous remercions Chelsea McManus et Charlotte Murret-Labarthe de leur aide précieuse lors de nos recherches. Chelsea nous a aidés à comprendre la chronologie des mouvements de réfugiés ; Charlotte nous a aidés à amasser des faits relatifs à l'arrivée des réfugiés syriens au Canada.

tenir un profil visible et qui étaient largement déconnectés les uns des autres à cause de la diversité de leurs revendications (Hokayem 2013 : 74). En même temps, le président Assad a assemblé un front militarisé et fort constitué principalement des Forces armées syriennes (l'armée nationale syrienne), des Forces armées nationales (une unité constituée exclusivement d'alaouites), une milice progouvernement dirigée par des membres de la famille éloignée d'Assad, et le Hezbollah libanais et les Gardes révolutionnaires iraniens (Malantowicz, 2013 : 57). En réponse à ce renforcement des capacités militaires du gouvernement, les forces rebelles se sont ralliées afin de former l'Armée syrienne libre (ASL) en juillet 2011 afin de soutenir les civiles qui s'opposent au régime. Le gouvernement a réagi aux opposants du régime avec une brutalité extrême dans l'espoir de les subjuguer (Adams, 2015, p.6). L'ASL s'est graduellement emparé de plusieurs villes et villages et a surpris le gouvernement avec sa capacité militaire et sa résilience.

LA CRISE DES RÉFUGIÉS

En juin 2011, la guerre civile a atteint une impasse militaire alors que nombreux Syriens ont commencé à prendre la fuite vers des pays voisins à la lumière de l'intensification de la violence et de la détérioration des conditions de vie. En 2016, il est estimé que 13,5 millions de Syriens nécessitent une aide humanitaire ; 4,8 millions de Syriens sont exilés dans d'autres pays alors que 6,5 millions sont déplacés à l'intérieur du pays (Vision mondiale 2016 ; MercyCorps, 2016 ; Barnard, 2016). La majorité de réfugiés syriens a fui vers les pays avoisinants, notamment vers la Jordanie et vers le Liban ainsi que vers la région kurde du nord de l'Irak. De plus, plus de deux millions de Syriens ont tenté de traverser la mer Méditerranée afin de rejoindre l'Europe — créant par là d'énormes débordements transnationaux dans des pays qui n'ont pas la capacité ou la volonté d'assumer la responsabilité de ces réfugiés. Avec l'intensification des combats à Alep en juillet 2012, près de 200 000 Syriens ont fui vers la Turquie alors que la Grèce commençait à contrôler ses frontières avec la Turquie. Pendant ce temps, les combats à, et autour de, Damas (où le gaz neurotoxique Sarin a été utilisé) a provoqué un exode de Syriens vers le Liban, et la HCNUR a ouvert un camp à Zaatari dans le nord de la Jordanie.

En 2013, l'Allemagne et la Suède ont notamment convenu d'accueillir des réfugiés syriens (chaque pays allait prendre 5 000 réfugiés, de façon temporaire pour le premier, de façon permanente pour le second). Au même moment, nous recevions les premiers rapports que les combattants de ISIS se sont emparés d'une partie de Ramadi, près de la capitale de Bagdad en Iraq, au mois de décembre 2013. Un mois plus tard (janvier 2014), les rebelles syriens et le Front islamique ont lancé une offensive contre ISIS. Vers la mi-2014, ISIS intensifiait ses campagnes militaires en Syrie et en Iraq et annonçait l'établissement d'un Caliphat qui s'étendait d'Alep dans le nord-ouest de la Syrie jusqu'à dans l'est de l'Iraq. Par conséquent, 500 000 personnes se sont enfuies de la ville de Mosul et les États-Unis ont entamé une campagne aérienne visant à contenir ISIS. Tout en leur offrant leurs ressources, l'important influx de réfugiés a commencé à peser lourd sur les camps de réfugiés. En décembre, le Programme alimentaire mondial (PAM) a annoncé la suspension de bons alimentaires dans les camps de réfugiés à cause d'un manque de fonds, ce qui a aggravé la crise humanitaire. Six mois plus tard (juin 2015), l'ONU a été forcée d'annoncer un manque de financement pour ces agences ainsi que pour les ONG qui offraient de l'aide immédiate sur le terrain puisque seulement 23 % de leur financement avait été atteint. Dans ce contexte, et à la lumière de la souffrance télévisée des réfugiés, le gouvernement allemand a annoncé en août 2015 qu'il accueillerait temporairement près de 800 000 réfugiés, qui sont venus par la soi-disant route des Balkans (voir la carte) en passant par des pays tels que la Macédoine, la Serbie, l'Autriche, etc. Pendant des mois, ce qui semblait souvent être des influx incontrôlés de réfugiés arrivant dans les pays européens a entraîné la fermeture de plusieurs frontières entre les pays membres de l'UE. Par exemple, la Hongrie a fermé ses frontières avec la Serbie, et la Croatie en a fait de même. La Suède a aussi commencé à faire des contrôles frontaliers en novembre 2015 après que plus de 10 000 migrants affluaient au pays par semaine. Une partie du problème se trouvait dans le fait que parmi le grand nombre de réfugiés se trouvaient non seulement des Syriens, mais également des réfugiés provenant de l'Afghanistan, de l'Algérie, du Bangladesh, du Maroc, du Pakistan, de la Tunisie (voir le tableau pour plus de détails). Alors que l'Union européenne connaissait d'importantes difficultés à trouver des solutions permettant de prendre en main cette crise, elle a finalement été capable, au mois de mars 2016, à parvenir à un accord complexe avec la Turquie selon lequel la Turquie, plutôt que l'UE, accueillerait ces réfugiés. De plus, il est évident qu'alors que la crise en Syrie se prolongeait et que les pays européens commençaient à restreindre leurs programmes de réunification familiale, le pourcentage de femmes et d'enfants parmi les réfugiés grandissait. En fait, les femmes et les enfants représentent 75 % des individus fuyant la Syrie (*Lifeline Syria*).

L'ARRIVÉE DE RÉFUGIÉS SYRIENS AU CANADA

Au Canada, vers la fin de 2014, seulement 1 285 Syriens avaient été approuvés pour le statut de réfugiés par le Canada, et un peu moins de 1 100 étaient arrivés en sol canadien (Mas, 2015). Au début de 2015, le gouvernement conservateur de Stephen Harper s'est engagé à accepter 10 000 réfugiés syriens durant les trois prochaines années. 60 % de ces réfugiés seraient parrainé par le secteur privé et 40 % seraient parrainé par l'État (Mas, 2015). La priorité serait également donnée aux individus appartenant à une minorité ethnique, religieuse ou sexuelle (Mas, 2015). Entre 2011 et 2015, le public éprouvait un intérêt

plutôt modeste envers la crise des réfugiés. Ceci changea toutefois dramatiquement le 3 septembre 2015 avec les photos du petit Alan Kurdi échoué avec sa famille sur un rivage turc et avec la nouvelle qu'ils tentaient de rejoindre le Canada. À ce moment, le Canada avait accepté 2 500 réfugiés provenant de la Syrie[2] et près de 20 000 réfugiés irakiens.À cause de la mort tragique de Alan Kurdi, les Canadiens en sont venus à la conclusion que la « crise des réfugiés » n'était pas uniquement un problème européen, mais plutôt qu'il existe une corrélation directe entre le manque d'options qui s'offrent aux réfugiés et leur volonté de prendre des risques extrêmes. Élu au mois d'octobre 2015, le gouvernement libéral de Justin Trudeau a promis d'accueillir 25 000 réfugiés supplémentaires avec un budget pouvant aller jusqu'à 678 millions de dollars. 15 000 réfugiés devaient être parrainés par l'État alors que les autres 10 000 devaient être parrainés par le secteur privé (Wherry, 2014 ; gouvernement du Canada, 2016). Originalement, tous les réfugiés devaient arriver avant la fin de 2015 ; cet objectif a finalement été atteint le 27 février 2016 (*CBC News*, 2016b). Au moment d'écrire ces lignes, 32 700 réfugiés ont été réinstallés au Canada sous le gouvernement libéral (Gouvernement du Canada, 2016).

Afin d'accueillir des réfugiés syriens au Canada, le gouvernement, avec l'aide de l'Agence des Nation-Unies pour les réfugiés, a d'abord identifié ceux qui désiraient venir au Canada. Les immigrants potentiels sont minutieusement examinés et les cas sélectionnés sont ensuite traités. En ce moment, il y a trois différents programmes à travers desquels les réfugiés syriens peuvent venir au Canada : le programme des réfugiés pris en charge par le gouvernement, le programme de parrainage privé de réfugiés et le programme mixte des réfugiés désignés par un bureau des visas. Au moment de la rédaction, il y avait 15 355 réfugiés pris en charge par le gouvernement, 9 494 réfugiés parrainés par le secteur privé, et 2 341 réfugiés désignés par un bureau des visas (gouvernement du Canada 2016). Dans les trois cas, la réinstallation au Canada peut prendre six mois ou plus, nécessiter un examen médical, une vérification des antécédents et un contrôle de sécurité, les coûts associés au voyage et à l'examen médical sont couverts par un prêt accordé aux réfugiés et le prêt doit être remboursé dans les 30 jours après l'arrivée au Canada (gouvernement du Canada, 2016[3]). Une fois au Canada, les réfugiés sont accueillis et/ou présentés à leurs parrains, s'ils en ont. Après ce moment débute le long parcours vers l'établissement et l'intégration (gouvernement du Canada, 2016).

UN PORTRAIT PRÉLIMINAIRE

Au moment d'écrire ces lignes, près de 75 % des réfugiés se trouvent dans trois provinces : en Ontario (42 %), au Québec (18 %) et en Alberta (13 %) (Immigration et citoyenneté Canada, 2016) et ont été divisé entre 285 collectivités d'accueil (gouvernement du Canada, 2016). 49 % de ces réfugiés sont des femmes et 51 % sont des hommes. 44 % sont âgés de 20 à 59 ans et 53 % ont moins de 20 ans (Immigration et citoyenneté Canada, 2016). Seulement 46 % des réfugiés ont déclaré connaître une des deux langues officielles du Canada (Immigration et citoyenneté Canada, 2016). Parmi ceux qui sont âgés de plus de 18 ans, 69 % possèdent une formation secondaire ou moins, 21 % ont une formation universitaire ou plus et 10 % ont accréditation formelle pour un métier ou une attestation de stage (Immigration et citoyenneté Canada, 2016). Le gouvernement ne fournit pas d'informations concernant les niveaux de scolarisation des enfants, mais, étant donné que les infrastructures et les services sociaux en Syrie se sont effondrés (*World Vision*, 2016 ; Omer, 2015) et que la guerre civile actuelle qui a commencé en 2011 a « reculé de dix ans le progrès en éducation pour les enfants syriens » (*World Vision*, 2016), on peut supposer que les niveaux d'instruction des enfants de moins de 18 ans soient faibles, même plus faibles que ceux des réfugiés plus vieux. Le Gouvernement du Canada ne fournit également pas d'informations concernant la religion des réfugiés syriens. Cependant, nous savons que 87 % de la population syrienne est musulmane : 74 % sont des musulmans sunnites et 13 % sont des musulmans chiites. 10 % de la population est chrétienne et 3 % sont druzes (Citoyenneté et immigration Canada, 2015 ; Danahar, 2013, p.374).

En février 2016, le ministre de l'Immigration, John McCallum, a reconnu que « la performance du gouvernement fédéral à lui seul est très médiocre en ce qui concerne l'intégration à long terme de groupes tels que ceux-ci » (Furey, 2016). Plutôt, les prestataires locaux sont mieux placés pour aider les réfugiés à répondre à leurs besoins (Furey, 2016). Les défis futurs sont nombreux : les réfugiés qui ont été acceptés au pays ont fui la guerre, plusieurs ont vécu dans des camps de réfugiés, ils possèdent une éducation limitée ou interrompue, et plusieurs

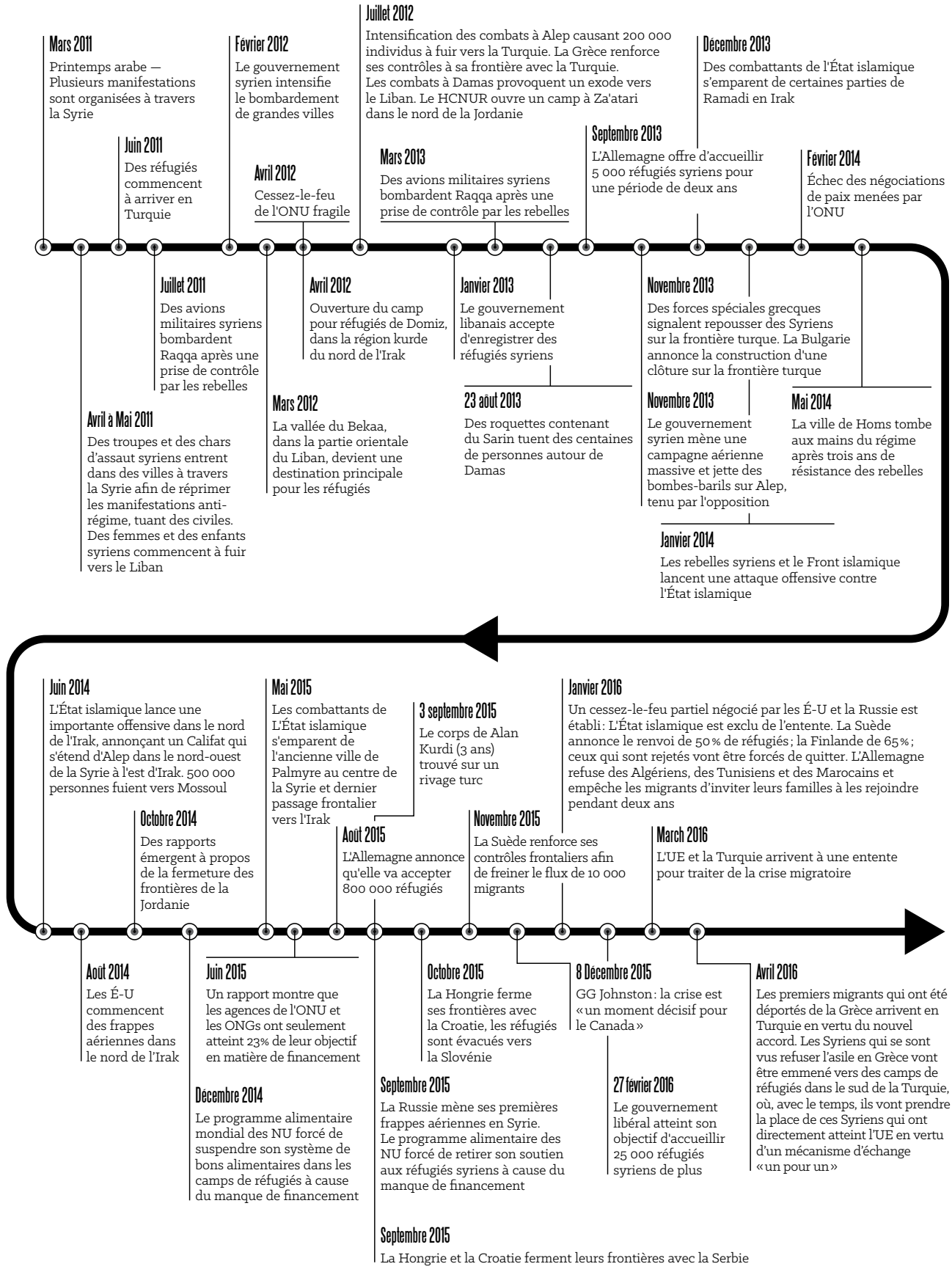
2 Sous les conservateurs, au total 3 089 réfugiés syriens ont été réinstallés au Canada (la Presse canadienne, 2016).

3 La différence principale entre ces programmes concerne la durée de temps que les réfugiés bénéficient du soutien financier, ainsi que d'où provient ce soutien. Bien que les réfugiés pris en charge par le gouvernement bénéficient des services offerts par les communautés dans lesquels ils sont placés, c'est le gouvernement qui est entièrement responsable d'eux. Le gouvernement les soutient financièrement pendant 12 mois en payant leur nourriture, leur logement et certains soins médicaux. Les réfugiés parrainés par le secteur privé reçoivent du soutien de la part d'un groupe privé de Canadiens pendant un an, ou jusqu'au moment où ils deviennent financièrement indépendants. Ce groupe est également responsable pour l'intégration de ces réfugiés. Le programme mixte des réfugiés désignés par un bureau des visas est un mélange des deux programmes mentionnés ci-haut, où le gouvernement et des groupes privés travaillent ensemble afin de soutenir et d'intégrer les réfugiés. Ces réfugiés peuvent bénéficier d'un maximum de six mois de soutien financier du gouvernement, suivi de six mois de soutien de la part d'un groupe privé d'individus qui ont entrepris de les parrainer.

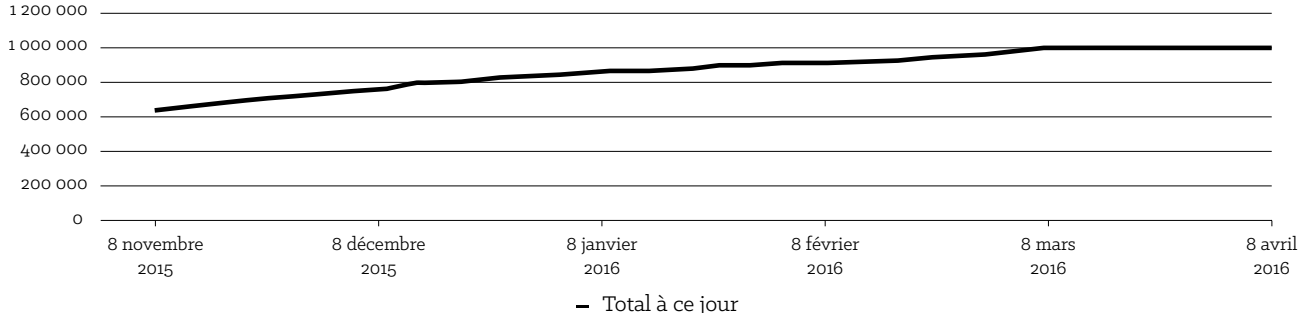
ont perdu des membres de leurs familles. Exacerbant ces difficultés, nous savons que les réfugiés au Canada ont tendance à être chroniquement sans emploi (Krahn, Derwing, Mulder et Wilkinson, 2000) et que plusieurs jeunes réfugiés sont confrontés à de la discrimination raciale et à de l'intimidation (Baker, Price et Walsh, 2016)[4]. L'arrivée de réfugiés syriens peut ainsi en effet représenter un « moment décisif » pour le Canada, comme l'a souligné le gouverneur général David Johnston. D'un côté, leur intégration met à l'épreuve l'engagement du pays à la diversité, à l'inclusion et à la tolérance. D'un autre côté, cela témoigne du courage, de la résilience et des capacités d'adaptation des réfugiés. Également, l'arrivée de plus de 25 000 réfugiés syriens nous offre la chance de nous rappeler que le succès de cette nation a été bâti sur l'accueil des autres, à partir de l'aide offerte aux premiers colons européens afin d'assurer leur survie jusqu'aux accommodements des migrants de diverses origines ethniques des quatre coins du monde. Dans cette optique, offrir un coup de main semble être la seule chose « normale » à faire.

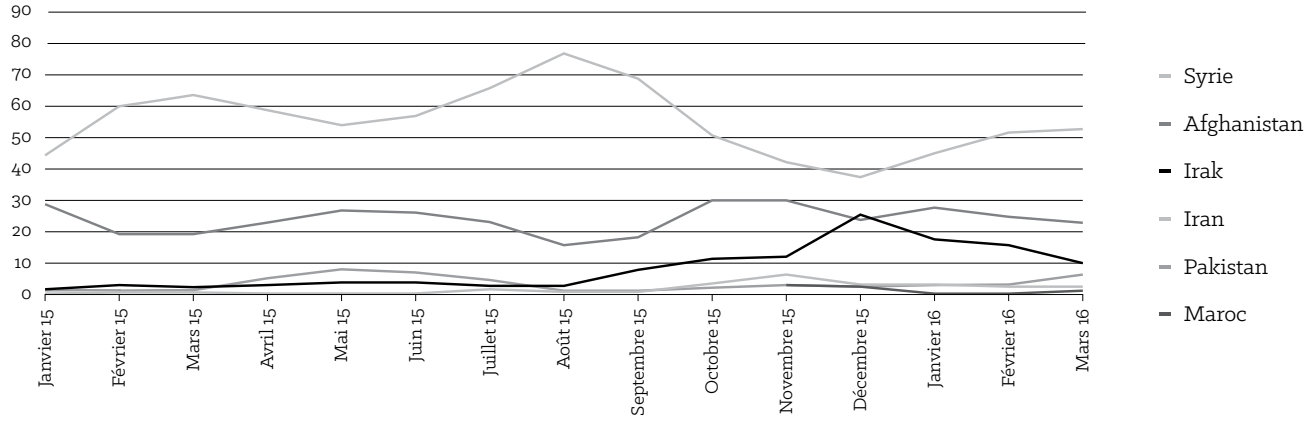
4 Voir l'article de Ramos et Ungar de ce numéro.

CONTEXTUALISATION DE LA CRISE DES RÉFUGIÉS SYRIENS

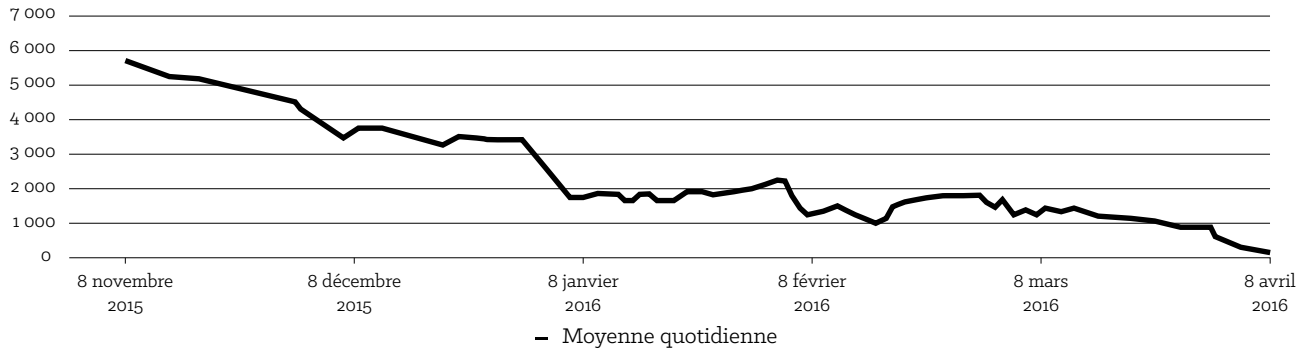


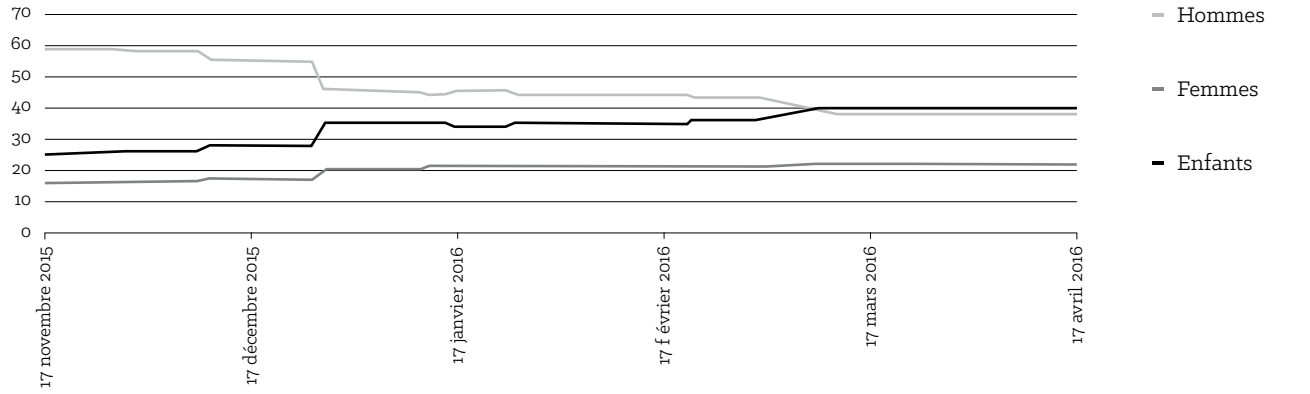
NOMBRE DE MIGRANTS ARRIVÉS EN GRÈCE



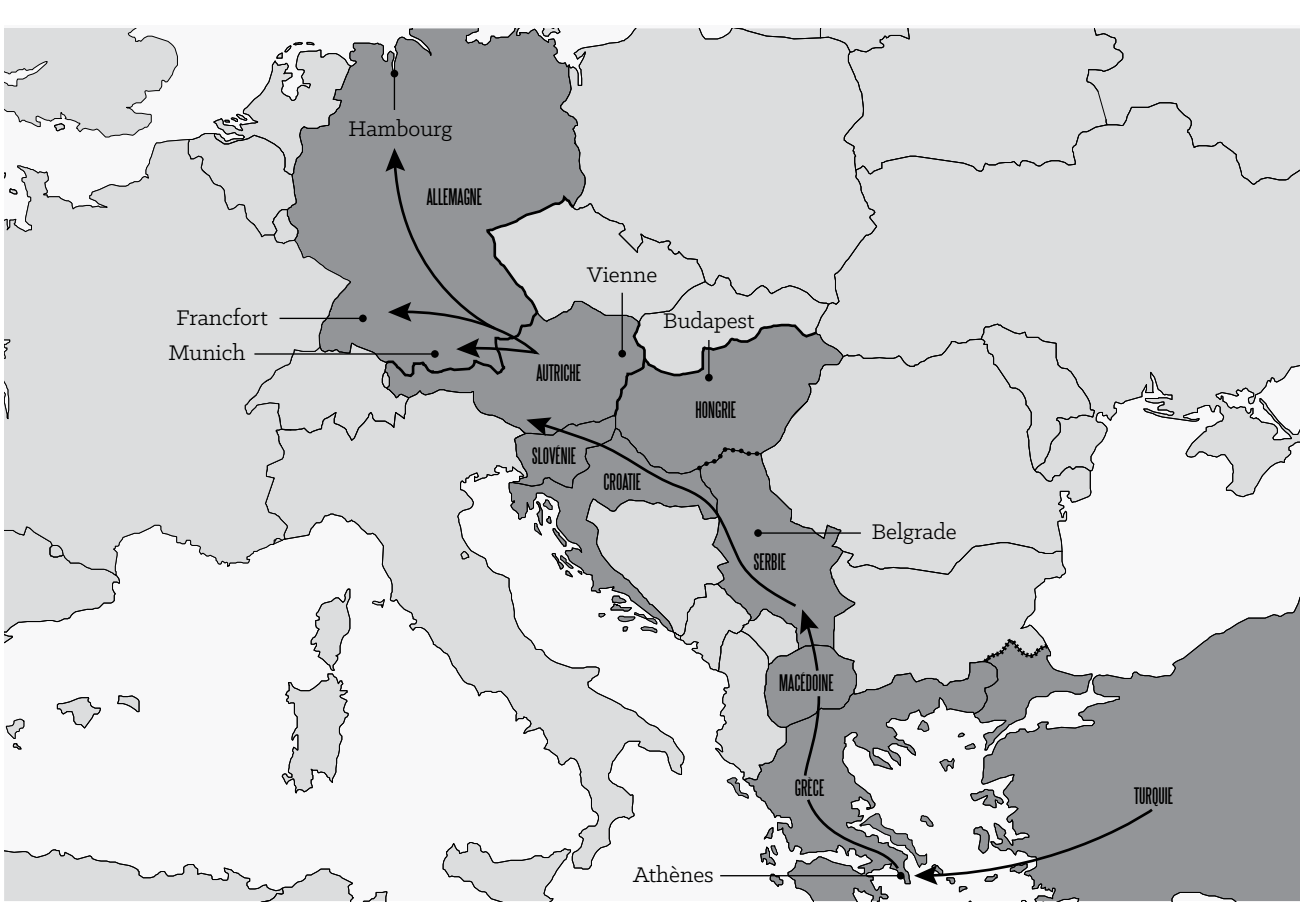


MOYENNE QUOTIDIENNE DE MIGRANTS ARRIVANT EN GRÈCE






Pays Schengen
UE mais pas Schengen
Pas UE, pas Schengen
Pas UE, pas Schengen
Clôture
Installation d'une clôture
Installation d'une clôture
Section de la rivière Drava
POLOGNE
ALLEMAGNE
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
SLOVAQUIE
AUTRICHE
SUISSE*
HONGRIE
SLOVÉNIE
CROATIE
ROUMANIE
BOSNIE
SERBIE
ITALIE
MONTENEGRO
KOSOVO
BULGARIE
MACÉDOINE
ALBANIE
TURQUIE
GRÈCE
* La Suisse fait partie de l'espace Schengen mais pas de l'Union européeene


Frontière fermée
Installation d'une clôture
Contrôles frontaliers
Hambourg
ALLEMAGNE
Vienne
Francfort
Munich
Budapest
AUTRICHE
HONGRIE
SLOVENIE
CROATIE
Belgrade
SERBIE
MACEDOINE
GRECE
TURQUIE
Athènes